

C'est le genre de choses qui montrent clairement que les programmes du gouvernement sont sur la bonne voie. Cela ne fait aucun doute.

L'opposition prétend maintenant que des milliers d'agriculteurs devront quitter la terre à la suite des mesures que le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a annoncées le 27 avril. C'est absolument faux. C'est malveillant et trompeur. Si les députés avaient eu au moins la courtoisie de lire le communiqué de presse et d'écouter le ministre d'état (Commission canadienne du blé) (M. Mayer), ils sauraient pourquoi on a pris cette mesure.

Le moratoire commençait vraiment à créer deux catégories d'agriculteurs en difficultés financières—les agriculteurs de la SCA qui n'étaient pas menacés d'actions en forclusion et par conséquent ne demandaient pas d'aide au moyen de l'examen de l'endettement, et ceux qui n'avaient pas emprunté à la SCA et qui avait droit grâce à l'examen de l'endettement à une étude impartiale de leur situation financière.

Lorsque le moratoire a été mis en place, il devait être maintenu jusqu'à ce qu'on trouve d'autres solutions, comme notamment le programme de réorientation des agriculteurs, les bureaux d'examen de l'endettement agricole, les prêts basés sur le prix des produits agricoles et les prêts à risques partagés.

Comme on l'a dit, on s'occupera personnellement de chacun des agriculteurs qui ont des problèmes de crédit agricole et on trouvera une solution satisfaisante dans chaque cas. Il ne s'agit pas de forcer les agriculteurs à abandonner leur terre, mais plutôt de les aider à y rester et à atteindre la rentabilité. C'est là un élément que, volontairement ou non, on n'a pas remarqué.

L'attitude du gouvernement à l'égard de l'agriculture ne laisse place à aucun doute. Le premier ministre (M. Mulroney) n'a pas abandonné les agriculteurs canadiens et il ne le fera pas. Nous savons bien comme tous les députés que de très graves problèmes se posent, notamment dans la production des grains et des oléagineux. Des événements indépendants de notre volonté ont suscité des difficultés, mais nous avons agi sur plusieurs fronts.

Le député de Winnipeg—Fort Garry a parlé du commerce international. Il y a un an, le premier ministre, avant de partir pour le sommet de Tokyo, a rencontré les agriculteurs et a réussi, avec le concours du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), à faire inscrire l'agriculture en tête de l'ordre du jour du sommet.

Depuis lors, il y a eu des conférences multilatérales sur le commerce en Uruguay. La ministre du Commerce international (M^{lle} Carney) a rencontré le groupe des Fair Traders en Nouvelle-Zélande et a énoncé cinq grands principes. Il vaudrait peut-être la peine d'en donner lecture. Les voici:

Les programmes agricoles doivent être conçus de manière à ne pas nuire au commerce international.

A cette fin, graduellement, avec le temps:

- (1) les programmes agricoles doivent être axés sur les prix;

Article 29 du Règlement

- (2) le soutien doit être accordé aux agriculteurs et non à l'agriculture;

- (3) les pays doivent bloquer les mesures d'aide gouvernementale qui faussent les cours mondiaux, et chercher à les réduire;

- (4) les pays ne doivent pas ériger de nouvelles barrières à l'importation qui ne sont pas sanctionnées par des lois existantes;

- (5) ces principes fondamentaux doivent s'appliquer collectivement.

Essentiellement, ces principes ont été acceptés. A cette rencontre, il a été prévu que le groupe Cairns se réunirait de nouveau ici, à Ottawa, du 21 au 23 mai.

En ce moment, la ministre du Commerce extérieur poursuit sa campagne au Japon. J'ai le plaisir d'annoncer que le mouvement prend de l'ampleur pour trouver une solution à la crise du commerce agricole causée par les subventions considérables aux exportations. C'est la seule solution réaliste à long terme, et je crois que les progrès sont évidents.

Je voudrais citer un article du *Journal d'Edmonton* du dimanche 26 avril:

Le Canada, fortement appuyé par l'Australie, s'est fait le champion des pays dont le commerce agricole a le plus souffert de la guerre des subventions entre les États-Unis et la Communauté européenne.

C'est la preuve très nette que nous sommes sur la bonne voie, et nous faisons des progrès.

C'est ce que croient M. Lang, M. Turner du syndicat du blé de la Saskatchewan, M. Simpson ou les éditorialistes du *Globe and Mail*, et Darryl Kraft, le président de l'Université du Manitoba. Le député de Winnipeg—Fort Garry le connaît peut-être. Il a cependant suggéré que c'est la bonne mesure à prendre et la bonne solution à long terme.

Que faisons-nous entre-temps? Nous nous sommes attaqués à la question des coûts des facteurs de production. Je viens de parler de l'importante réduction des taux d'intérêt qui résulte de la bonne gestion financière du gouvernement. Chaque fois que le taux de l'intérêt descend de 1 p. 100, les agriculteurs du Canada économisent de 130 à 140 millions de dollars. A la vérité, le taux de l'intérêt a chuté d'au moins 5,5 p. 100 depuis que nous avons pris le pouvoir. Cela représente une économie annuelle d'environ 600 à 700 millions de dollars.

Les taux d'intérêt sont les plus bas depuis 14 ans. Les taux de la Société du crédit agricole sont les plus bas depuis huit ans. Nous avons supprimé les taxes sur le carburant qui s'élevaient à 33,75c. le gallon.

Ces gens-là n'ont rien fait. Ils ont imposé les taxes sur le carburant. Le carburant utilisé dans les exploitations agricoles coûte maintenant neuf ou dix cents le litre en Alberta, c'est-à-dire 40c. le gallon.

Les députés savent-ils ce qu'il coûtait en février 1984? Il coûtait 1,45 \$ le gallon, soit un dollars de plus le gallon qu'aujourd'hui. Il fallait payer 60c. de taxes le gallon à cause du Programme énergétique national. Il y avait des taxes sur les sels ammoniacaux d'environ 70 \$ la tonne. On a réduit les taux de fret.

M. Foster: Ils augmentent de 50 p. 100.